



Études et recherches

Année 2009

Les rapports suivis de l'icône [www](#) ne sont pas disponibles sous forme papier mais peuvent être téléchargés au format Acrobat.

- [Les CAARUD en 2006 et 2007 - Analyse nationale des rapports d'activité. décembre 2009](#) [www](#)

En 2009, il existe en France 130 CAARUD. Ces établissements médico- sociaux assurent l'accueil et l'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues. Les dénominations « premières lignes » ou « bas-seuil » sont souvent utilisées pour qualifier et décrire ces établissements.

Leurs principales missions étaient anciennement assurées par des structures dites de « RDR » (Réduction Des Risques) qui intervenaient sous différentes formes en « milieu urbain » et lors de rassemblements festifs (« boutiques », « sleep-in », PES - Programmes d'échange de seringues-, stands de RDR en milieu festif...).

Cette analyse, issue de l'étude des rapports annuels d'activité standardisés (ASA-CAARUD) est réalisée pour la première fois ; elle couvre les années 2006 et 2007 et sera renouvelée régulièrement. Malgré les différences importantes qui existent entre ces structures, cette analyse tente de décrire le dispositif d'un point de vue national et régional, de préciser les caractéristiques des personnes reçues et de détailler les principales interventions réalisées par les CAARUD.

Les professionnels des CAARUD sont très majoritairement en contact avec une population d'usager(e)s de drogues « actifs », en demande de soin ou non et qui pour près de 80 % d'entre eux sont considérés comme étant en situation précaire modérée ou forte. Ce dispositif de première ligne s'inscrit dans le cadre d'une offre globale de services et de soins, spécialisés ou non. Les CAARUD développent des actions et programmes singuliers et parfois innovants, mais nécessairement en synergie avec les autres acteurs.

- [Les pratiques d'injection en milieu festif - État des lieux en 2008. décembre 2009](#) [www](#)

Les observations réalisées par les différents sites locaux du réseau TREND entre 2000 et 2007 permettent de dresser un état des lieux sur l'injection de drogues illicites pratiquée lors d'événements festifs, et plus particulièrement sur le milieu « techno alternatif ». L'injection, qui concerne principalement l'héroïne et la cocaïne, demeure rare au regard des autres modes d'administration ; taboue et jugée contraire à « l'idée de la fête » elle est principalement pratiquée lors de technivals et de free parties.

Néanmoins, certains indicateurs soulignent une augmentation probable de l'injection au sein de ces espaces, fréquentés par une population jeune, masculine et très majoritairement consommatrice de substances illicites.

- **[Évaluation de la stratégie nationale de diffusion du RPIB auprès des médecins généralistes sur la période 2007-2008. Principaux résultats. juillet 2009](#)** [www](#)

Depuis 2006, le ministère chargé de la Santé développe une stratégie de diffusion à échelle nationale du Repérage Précoce et de l'Intervention Brève (RPIB) en matière d'alcool auprès des médecins généralistes.

L'évaluation de cette stratégie nationale a été confiée à l'OFDT. Cette évaluation a eu pour finalité principale d'accompagner la montée en charge des formations auprès des médecins généralistes et d'apprécier l'évolution de leurs pratiques professionnelles concernant le RPIB.

Le présent rapport restitue les principaux résultats issus des actions de formations conduites entre 2007 et 2008 dans les régions suivantes : Aquitaine, Bretagne, Centre, Ile de France, Midi Pyrénées et Nord Pas de Calais.

- **[Prévalence de l'usage problématique de drogues en France - estimations 2006. juin 2009](#)** [www](#)

La notion d'« usage problématique de drogues » est un indicateur de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies correspondant aux « usagers de drogues par voie intraveineuse ou usagers réguliers d'opiacés, cocaïne ou amphétamines durant l'année passée pour le groupe d'âge de 15-64 ans ». Il s'agit donc de consommateurs réguliers d'opiacés (héroïne et médicaments de substitution), de cocaïne ou d'amphétamines que leur usage conduit à affronter des problèmes importants, tant sur le plan de la santé que sur le plan social (difficulté d'insertion, problèmes avec la justice). Ce travail de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies pour la France s'efforce d'établir pour l'année 2006 une nouvelle estimation du nombre de ces usagers, faisant suite à celles établies en 1995 puis en 1999. . Différentes sources et quatre méthodes sont utilisées pour mener à bien ces calculs. L'estimation centrale obtenue est de 230 000 usagers ; il s'agit d'un ordre de grandeur à relativiser compte tenu des écarts importants de résultats obtenus selon la méthode utilisée (de 144 000 à 367 000). Parmi ces 230 000 usagers, on peut estimer à 75 000 le nombre de consommateurs actifs (au cours du dernier mois) d'héroïne, à 80 000 le nombre d'usagers de la voie intraveineuse au cours du mois passé et à 145 000 ceux qui ont utilisé ce mode d'administration au moins une fois au cours de leur vie.

- **[Evaluation du dispositif des "Consultations jeunes consommateurs" \(2004-2007\). janvier 2009](#)** [www](#)

Depuis son lancement fin 2004, le dispositif des « consultations jeunes consommateurs » (CJC) propose un accompagnement aux jeunes usagers de cannabis et d'autres substances psychoactives et à leurs familles : de mars 2005 à décembre 2007, 45 000 usagers de produits et 26 000 personnes de leur entourage ont été accueillis.

Après une 1^{ère} enquête nationale menée en 2005, l'Observatoire des drogues et des toxicomanies a renouvelé ses investigations pour caractériser le public reçu, par type d'usage et par filière de recrutement (recours spontané, orientation judiciaire ou autre), la réponse qui lui est offerte et les parcours individuels au sein du dispositif. L'enquête propose une analyse des facteurs prédictifs du drop out mais aussi des conditions de réussite, à court terme, des tentatives de réduire le niveau d'usage. Elle souligne en outre les disparités dans les pratiques professionnelles de prise en charge et de repérage des usages nocifs et de la dépendance. Ce bilan de trois ans d'activité offre ainsi des perspectives de réflexion sur la différenciation des profils d'usage et de suivi du public en fonction des canaux de recrutement, en soulignant notamment la prépondérance des consultants orientés par la justice, majoritairement usagers occasionnels de cannabis.

- **[Les substances psychoactives chez les collégiens et lycéens monégasques. janvier 2009](#)**

[www](#)

Face aux évolutions multiformes des conduites addictives, et pour mieux cibler les politiques de prévention déjà menées à destination des jeunes de Monaco, la Direction de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports a été chargée de faire un état des lieux de la consommation des substances psychoactives chez les collégiens et lycéens (16 ans et plus).

> Cette étude menée en partenariat avec l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies porte sur 1310 élèves âgés de 16 ans et plus interrogés en avril 2007. Ce rapport brosse un portrait détaillé des usages d'alcool, de tabac, de cannabis et d'autres drogues des élèves de la Principauté.

- [Les habitués du cannabis - une enquête qualitative auprès des usagers réguliers. janvier 2009](#) [www](#)

Le rapport d'enquête qualitative « Les habitués du cannabis » a été conduit conjointement par l'OFDT et le Groupe de recherche sur la vulnérabilité sociale (GRVS). À partir de l'analyse d'entretiens approfondis réalisés en face à face avec 70 usagers réguliers de cannabis, l'étude propose une description et une analyse des pratiques et des conséquences de l'usage régulier selon le discours des usagers eux-mêmes. L'objectif est de mieux comprendre la place du cannabis dans leur vie quotidienne, en se focalisant particulièrement sur les motivations de l'usage, les carrières de consommation, les stratégies de gestion de l'usage qui permettent de concilier la pratique avec leurs contraintes personnelles et sociales et leur perception des conséquences sociales et sanitaires de la pratique. Le rapport permet entre autres de mettre en valeur une minimisation des risques sociaux et psychologiques de l'usage et dans le même temps une inquiétude non négligeable vis-à-vis des conséquences somatiques comme les risques pulmonaires et respiratoires.

L'enquête de terrain, qui s'est déroulée en 2005, a également interrogé les usagers sur leur perception de la campagne de prévention « Le cannabis est une réalité », sur la politique de prévention des risques routiers liés au cannabis et sur la mise en place, des « consultations cannabis ».

- [L'OFDT](#)
- [Actualités et presse](#)
- [Produits et addictions](#)
- [Populations et contextes](#)
- [Régions et territoires](#)
- [Europe et international](#)
- [Publications de l'OFDT](#)
- [Enquêtes et dispositifs](#)
- [Statistiques et infographie](#)
- [Aide aux acteurs](#)